

CDEN du 15 avril 2020 – Département de Lot-et-Garonne

Déclaration liminaire intersyndicale : FSU ; FNEC-FP-FO



Heureusement il y avait les élections municipales...

À l'automne dernier, le budget présenté par le gouvernement, et adopté par le parlement, prévoyait 440 créations de postes dans le premier degré pour la rentrée 2020. Le second degré « payant » de son côté en perdant au moins 440 postes, voire le double en équivalents temps plein par le jeu de la transformation de postes en heures supplémentaires.

Les opérations de carte scolaire, habituellement effectuées fin janvier, début février, ont été reportées après les élections municipales.

La pandémie du coronavirus ayant fait sauter le verrou du déficit budgétaire, le gouvernement en a profité pour annoncer la création de 1 248 nouveaux postes pour le premier degré, et toujours rien du tout pour le second degré.

C'est une situation inédite : un « collectif budgétaire » vient multiplier par presque trois la création initiale de postes (qui reste cependant inférieure à celle des années précédentes : 2 325 en 2019, 3 680 en 2018) . Il est vrai que les priorités politiques du ministre de l'Éducation nationale auraient fait payer un lourd tribut aux écoles rurales, ce qui n'était pas forcément un bon signe pour une rentrée placée à quelques semaines d'élections sénatoriales.

Aujourd'hui, les DASEN tentent donc d'équilibrer leurs mesures de carte scolaire en préservant les communes de moins de 5 000 habitants, tout en tenant compte de la démographie, et des priorités ministérielles.

Pour le Lot-et-Garonne cela se traduit par :

- ◆ La fermeture de trois classes
- ◆ Une perte de 6 % du potentiel de remplacement, alors que le nombre de journées non remplacées a explosé encore cette année. L'inspecteur d'académie se refusant même à tenter de comptabiliser cette question du non-remplacement. Une tactique de l'autruche, heureusement inemployée dans le domaine de la santé !
- ◆ La disparition de l'équipe « langues vivantes » qui aidait – au quotidien – les enseignant·es dans leurs projets et leurs pratiques.
Alors que chacun sait les enjeux de l'enseignement précoce des langues vivantes, et les retards accumulés en France.
- ◆ La disparition de l'équipe « numérique » qui – de la même façon – accompagnait les enseignant·es dans les usages des outils numériques.
Cette mesure semble particulièrement incongrue dans cette période où les difficultés d'accès aux outils numériques se rencontrent chaque jour, et peinent à trouver des solutions.
- ◆ Une impossibilité d'ouvrir les classes nécessaires, notamment dans les écoles sociologiquement défavorisées.
- ◆ La confirmation de l'abandon des RASED – les réseaux d'aide aux élèves en difficultés – alors qu'à n'en pas douter, les conséquences de la discontinuité pédagogique liée au confinement seront majeures pour ces enfants-là.

Les conditions dans lesquelles se déroulera la rentrée de septembre 2020 doivent permettre qu'une génération entière d'enfants, parmi les plus fragiles, ne soit pas sacrifiée.

Ce qui nécessitera partout, et particulièrement dans les quartiers où les difficultés sociales sont les plus importantes, des classes à faibles effectifs, voire des dédoublements dans beaucoup de niveaux, des prises en charge individualisées, donc des créations de postes de maîtres E, G, de psychologues scolaires, d'enseignants spécialisés, indispensables pour espérer combler les inégalités qui se seront inévitablement creusées, pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves, pour reconstruire l'école. De plus, pour rétablir le lien avec les familles, pour tenir des équipes éducatives... les décharges de direction doivent être augmentées.

Toutes ces mesures indispensables nécessitent une dotation exceptionnelle de postes et une programmation de créations sur le long terme.

Actualités du confinement

Vous l'aurez compris, les enseignant·es se battent avec des outils numériques inadaptés à la situation, et des injonctions ministérielles inappropriées qui voudraient laisser penser que l'école à la maison c'est de la continuité pédagogique. La réalité, la vraie vie montrent qu'il n'en est rien, et les récents efforts pour doter le département de connexions rapides à l'internet ne peuvent pas grand-chose quand le seul point d'accès est souvent seulement un téléphone pour nombre de familles.

Néanmoins, nos collègues font tout ce qui leur est possible de faire afin, a minima, de maintenir un contact entre l'école et les familles.

Comme bien peu l'évoquent publiquement, nous tenons ici devant les représentant·es des collectivités locales, à saluer l'engagement spontané de nos collègues volontaires pour accueillir à l'école, week-end compris, les enfants des soignants. Même si nous regrettons que l'Éducation nationale ait mis tant de temps avant de se préoccuper des conditions sanitaires de cet accueil.

Le bout du tunnel ?

Nous ne pouvons terminer cette déclaration sans évoquer la date butoir du 11 mai.

Dans le dernier discours présidentiel, il n'était plus question de « comité scientifique », ni même de « guerre » : l'objectif était d'annoncer le bout du tunnel, qui est donc décrété pour le 11 mai prochain. Avec une priorité : celle de la réouverture progressive des établissements scolaires. Priorité énoncée au nom de l'intérêt des enfants, de la nécessité de reprendre les apprentissages pour tenter de limiter les effets néfastes de la discontinuité pédagogique.

Personne ne sait aujourd'hui, les conditions dans lesquelles cette reprise s'effectuera : constitution de petits groupes ? alternance d'heures de classe par demi-journées ?

Tout le monde sait bien par contre que les « gestes barrière » au sein de groupes de jeunes enfants ne sont pas chose facile à mettre en place.

Tout le monde a compris que le défaut de masques, de gants, de gel hydro-alcoolique, de tests de dépistage ne sera pas forcément compensé à la date décrétée du 11 mai.

Et nous comprenons aussi que la reprise anticipée de l'école, alors que tous les autres regroupements collectifs resteront interdits, a un autre objectif : celui de faire « garder les enfants » pour permettre de relancer la machine économique au plus vite.

Nous le rappelons : l'Éducation nationale et ses personnels ne sont pas une variable d'ajustement pour les besoins du marché.

Nous l'affirmons : aucune reprise de l'activité ne peut s'envisager :

- ◆ sans que soit organisé le dépistage systématique pour tous les personnels et les élèves ;
- ◆ sans que soit garantie la désinfection des écoles, services et établissements scolaires ;
- ◆ sans que soient fournis tous les matériels de protection en quantité suffisante.

Depuis quelques jours, les propos visant à préparer des reculs sociaux « indispensables » à l'économie se multiplient. On nous reparlera bientôt de guerre, d'efforts de reconstruction, de nécessaire mobilisation, de travailler plus, de mettre de côté nos conquies sociaux.

Nous ne l'accepterons pas !

La crise sanitaire actuelle a montré la dangerosité des politiques néfastes de destruction des services publics.

Nous exigeons que celles et ceux qui ont prôné ces politiques rendent des comptes.

Nous travaillerons, dans l'unité la plus large afin de construire :

- ◆ Un plan de développement de tous les services publics, en France et dans le monde.
- ◆ Une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières renforcée et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.
- ◆ Un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et de répondre à la crise écologique.